

N° 5051<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

---

---

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de la Convention de Budapest relative au contrat  
de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI), faite  
à Budapest, le 22 juin 2001**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(4.4.2003)

Par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 31 octobre 2002, le Conseil d'Etat a été saisi pour avis du projet de loi sous rubrique, lequel a été élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Au texte du projet étaient joints l'exposé des motifs, une prise de position du ministre des Transports et le texte de la Convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI).

Cette convention a été adoptée par la Conférence diplomatique organisée conjointement par la Commission centrale pour la navigation du Rhin (CCNR), la Commission du Danube et la CEE-ONU qui s'est tenue à Budapest du 25 septembre 2000 au 3 octobre 2000.

Elle a pour objet de régler les modalités du contrat de transport de marchandises en navigation intérieure. Le système retenu est celui du principe de la responsabilité du transporteur, de ses préposés et mandataires ainsi que du transporteur substitué, pour perte ou avarie de la marchandise. La Convention ne concerne que le transport de marchandises en trafic international et est particulièrement importante en cette matière parce qu'il n'y existait pas de texte international.

Si le Conseil d'Etat approuve les buts visés par la Convention, il doit toutefois émettre des réserves quant à la procédure d'amendement y prévue.

Cette procédure est de deux types.

La première procédure d'amendement, prévue à l'article 36 de la Convention, prévoit qu'„à la demande d'un tiers au moins des Etats contractants à la présente Convention, le depositaire convoque une conférence des Etats contractants ayant pour objet de réviser ou d'amender la présente Convention“. Elle concerne l'amendement ou la révision de toute disposition de la Convention. Ledit article 36 restant muet sur la manière dont les Etats parties seront liés par un tel amendement, il convient de se référer à l'article 37 de notre Constitution qui prescrit l'approbation du législateur pour ce type d'amendement. Etant donné leur caractère trop général, le pouvoir législatif ne peut en effet consentir à ce que l'exécutif approuve ou rejette des modifications futures à la Convention.

La deuxième possibilité pour amender la Convention, visée par l'article 37 de la Convention, a trait à la révision des montants fixés à l'article 20, paragraphe 1er et au remplacement de l'unité définie à l'article 28.

Contrairement à ce que semblent affirmer les auteurs du projet en renvoyant à „l'argumentation du Gouvernement du 8 février 1999 au sujet du problème ayant trait à une modification partielle d'une Convention (ratification obligatoire des modifications)“, il ne peut s'agir d'une clause d'approbation anticipée alors que l'article 37 ne permet pas à un Etat partie de rejeter un tel amendement du moment que celui-ci a été adopté par la conférence des Etats contractants à la majorité des deux tiers des Etats participant au vote (en présence de la moitié au moins des Etats parties) et il n'a pas été représenté. Tous les Etats contractants sont liés par l'amendement ainsi adopté, à moins qu'il n'ait été rejeté par un quart au moins des Etats contractants, et ce dans un délai de dix-huit mois suivant le jour de la notification.

Le pouvoir de décision quant à l'acceptation de l'amendement n'appartient plus à chacun des Etats parties, mais à une institution de droit international qui dispose de ce fait d'une large autonomie. On se trouve dès lors dans l'hypothèse d'une dévolution par traité de pouvoirs souverains à une institution de droit international, tel que le prévoit l'article 49*bis* de la Constitution luxembourgeoise. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat estime que la loi d'approbation sous examen doit être votée dans les conditions de l'article 114, alinéa 5 de la Constitution, auquel renvoie l'article 37, alinéa 2 de la Constitution pour les traités qui portent dévolution de pouvoirs souverains.

Sous ces réserves, le Conseil d'Etat marque son accord avec le projet de loi d'approbation qui est surtout important pour les transporteurs en vue de fixer leur responsabilité pour perte et avarie de la marchandise et de déterminer les exonérations de responsabilité pour faute nautique.

Le texte de l'article unique du projet ne donne pas lieu à observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 avril 2003.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président ff.,*  
Pierre MORES  
*Vice-Président*